

Compte rendu de la séance du mercredi 15 juin 2022

Présents : Madame Régine REDMER, Monsieur Alain GUSTIN, Monsieur Bruno DUCRUIT, Monsieur Antoine MARRON, Monsieur François Xavier LE ROUX, Madame Béatrice LE CORRE, Monsieur Franck MILLART, Monsieur Thierry MARRON, Madame Nassimah CANNAT, Monsieur Vincent DAUTRECQUE

Absents : Madame Ophélie HAIMERY

Ordre du jour :

Décision modificative commune

Modalités de publication des actes pris par la commune

Convention du Règlement Général de la Protection des Données du syndicat mixte AGEDI

Adoption de la nomenclature budgétaire et comptable M57

Subvention nouvelle association "comité des fêtes"

Questions diverses

Délibérations du conseil:

Vote de crédits supplémentaires - boncourt (DE 2022 016)

Le Maire expose au Conseil Municipal que les crédits ouverts aux articles ci-après du budget de l'exercice 2022, ayant été insuffisants, il est nécessaire de voter les crédits supplémentaires et/ou de procéder aux réajustements des comptes et d'approuver les décisions modificatives suivantes :

FONCTIONNEMENT :		DEPENSES	RECETTES
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	-744.00	
681 (042)	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	744.00	
TOTAL :		0.00	0.00
INVESTISSEMENT :		DEPENSES	RECETTES
TOTAL :		0.00	0.00
TOTAL :		0.00	0.00

Le Maire invite le Conseil Municipal à voter ces crédits.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, vote en dépenses les suppléments de crédits compensés par les plus-values de recettes indiquées ci-dessus.

Convention du Règlement Général des Données du syndicat mixte AGEDI (DE 2022 017)

Madame le Maire informe le conseil municipal que suite au changement de comité syndical AGEDI, afin de se mettre en conformité avec le Règlement Européen Général sur la Protection des Données personnelles, est nommé Monsieur **SAINT-MAXENT Didier** comme DPO mutualisé en remplacement de Monsieur **MARTIN** pour la Mairie de **BONCOURT**.

Le coût annuel du service est fixé à 50 € (Cinquante Euros) pour toutes les collectivités adhérentes au service RGPD du Syndicat Mixte. Ce tarif est fixé par le Comité Syndical. Il pourra être revu une fois par an.

Après avoir ouï l'exposé de Madame le Maire, le conseil municipal décide à l'unanimité d'adhérer et autorise le maire à signer tout document y afférent.

Adoption de la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1er janvier 2023 (DE 2022 018)

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU l'article 106 III de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU le décret n°2015-1899 du 30 décembre 2015 portant application du III de l'article 106 de la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Le conseil municipal de Boncourt réuni le 15 juin 2022.

CONSIDERANT

- que l'instruction budgétaire et comptable M57 a été conçue pour permettre d'améliorer la lisibilité et la qualité des budgets et des comptes publics locaux ;
- que l'instruction M57 est la seule instruction intégrant, depuis 2018, les dernières dispositions normatives examinées par le Conseil de normalisation des comptes publics (CNoCP) ;
- qu'une généralisation de l'instruction M57 à toutes les catégories de collectivités locales doit intervenir au 1er janvier 2024 ;
- qu'en application de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 106, les collectivités qui le souhaitent ont la possibilité d'anticiper l'échéance du 1er janvier 2024 en optant pour le cadre budgétaire et comptable M57 ;
- qu'il apparaît pertinent, pour la commune de Boncourt, compte-tenu d'une part de l'intérêt d'utiliser une nomenclature budgétaire et comptable rénovée, et d'autre part du calendrier budgétaire 2023, d'adopter la nomenclature M57 simplifiée au 1er janvier 2023 ;
- que conformément à l'article 1 du décret n°2015-1899 du 30 décembre 2015, la commune a sollicité l'avis du comptable public, et que cet avis est favorable ;
- que l'adoption de l'instruction budgétaire et comptable M57 simplifiée implique de modifier le mode de gestion de l'amortissement des immobilisations, et le cas échéant certaines dispositions du règlement financier ;
- que conformément à l'article L2321-2-27 du CGCT, seules les subventions versées aux subdivisions du compte 204 font l'objet d'amortissement dans les communes de moins de 3.500 habitants.
- que le prorata temporis est le mode d'amortissement prévu par la M57 mais qu'il peut en être fait dérogation par délibération.
- que l'adoption de l'instruction budgétaire et comptable M57 est un prérequis à l'expérimentation du compte financier unique ;

DECIDE

- d'appliquer à partir du 1er janvier 2023 l'instruction budgétaire et comptable M57 simplifiée pour le budget principal et le budget annexe de la commune de Boncourt,
- de fixer la durée d'amortissement des subventions versées à
5 ans pour des biens mobiliers, matériel ou des études (maximum 5 ans) ;
30 ans pour des biens immobiliers ou des installations (maximum 30 ans).

- de déroger à la règle du prorata temporis pour les subventions versées et ainsi d'amortir par année pleine.

Modalité de publication des actes pris par la commune (DE 2022 019)

Vu l'article L.2131-1 du Code général des collectivités territoriales, dans sa rédaction en vigueur au 1er juillet 2022,

Vu l'ordonnance n°2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements,

Vu le décret n°2021-1311 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements,

Sur rapport de madame le Maire,

Le Maire rappelle au conseil municipal que les actes pris par les communes (délibérations, décisions et arrêtés) entrent en vigueur dès qu'ils sont publiés pour les actes réglementaires et notifiés aux personnes intéressées pour les actes individuels et, le cas échéant, après transmission au contrôle de légalité.

A compter du 1er juillet 2022, par principe, pour toutes les collectivités, la publicité des actes réglementaires et décisions ne présentant ni un caractère réglementaire ni un caractère individuel sera assurée sous forme électronique, sur leur site internet.

Les communes de moins de 3 500 habitants bénéficient cependant d'une dérogation. Pour ce faire, elles peuvent choisir, par délibération, les modalités de publicité des actes de la commune :

- Soit par affichage,
- Soit par publication papier,
- Soit par publication sous forme électronique.

Ce choix pourra être modifié ultérieurement, par une nouvelle délibération du conseil municipal. A défaut de délibération sur ce point au 1er juillet 2022, la publicité des actes se fera exclusivement par voie électronique dès cette date.

Considérant la nécessité de maintenir une continuité dans les modalités de publicité des actes de la commune de Boncourt afin d'une part, de faciliter l'accès à l'information de tous les administrés et d'autre part, de se donner le temps de réflexion globale sur l'accès dématérialisé à ces actes,

Le Maire propose au conseil municipal de choisir la modalité suivante de publicité des actes réglementaires et décisions ne présentant ni un caractère réglementaire ni un caractère individuel :

Publicité par affichage (Mairie)

**Ayant entendu l'exposé de Madame le Maire,
Après en avoir délibéré, le conseil municipal**

DÉCIDE :

D'ADOPTER la proposition du maire qui sera appliquée à compter du 1er juillet 2022.

ADOPTÉ : à l'unanimité des membres présents

à 10 voix pour

Subvention à l'association comité des fêtes de Boncourt 02 (DE 2022 020)

Madame le maire informe la création d'une nouvelle association "comité des fêtes de Boncourt 02".

Pour le bon fonctionnement des associations la commune de Boncourt leur attribue des subventions annuelles.

Le conseil municipal après en avoir délibéré, décide d'attribuer la somme de 250 euros au Comité des fêtes de boncourt 02.

Questions diverses :

Madame le maire informe l'ensemble du conseil de la réception du résumé non technique d'étude d'impact pour le projet éolien de Rougemont.

Les travaux du pôle solaire seront en principe terminés en 2023.

Les deux points lumineux Grande Rue et Rue de Montcornet seront installés courant 3ème trimestre 2022.

Prévoir le changement des gobelets dans le lotissement et le renouvellement des extincteurs des bâtiments de la commune.

Remerciements à l'entreprise ATP de Coucy pour les travaux effectués.

Attention au respect de la réglementation de vitesse dans le village.

Rappel pour la mise en place des panneaux de signalisation dans le lotissement.

Économisons l'eau.

Le maire, Régine REDMER.

